

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Geopolitique-a-resonance-mondiale-du-Brexit>

# **Géopolitique à résonance mondiale du Brexit**

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mardi 29 janvier 2019

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Afin de comprendre les véritables enjeux géopolitiques, en termes de pouvoir, de la question du Brexit, il faut s'échapper de la technicité/mise, à de très rares exceptions près, en avant par tous les médias, « /mainstream/ » et « /alternatifs/ » et considérer les choses sous leur angle non pas politicien mais réellement politique, c'est-à-dire sous celui de la réalité des forces en présence.**

Le Brexit, c'est-à-dire le retrait de la Grande-Bretagne des institutions européennes, est un mouvement qui est né dans les cercles de pouvoir de la City de Londres. Son promoteur, le très médiatique [Nigel Farage](#), avait lui-même, comme d'ailleurs sa seconde épouse, fait toute sa carrière à la City et dans la haute finance. Ce mouvement a, d'autre part, été soutenu par des membres éminents de l'oligarchie apatride ayant son Quartier général à la City. [1]

Dans ce contexte, et quoi qu'il advienne, c'est-à-dire avec ou sans accords communs négociés en partenariat avec les instances européennes, la Grande Bretagne sortira de l'Union européenne. Car telle est la volonté des puissances d'argent qui oeuvrent, depuis la [City of London](#), pour la réalisation du gouvernement mondial/ ; gouvernement mondial qui passe, en premier lieu, par la réalisation d'une monnaie mondiale, sous forme de panier de monnaie, dont les acteurs siégeant à la City seront les dirigeants de droit.

## Le contexte britannique

Avant tout développement, il faut commencer par rappeler que l'Angleterre n'était ni dans l'euro, ni ne faisait partie des accords de Schengen. Ce pays n'a donc, en conséquence, pas eu autant à souffrir des institutions européennes que la plupart des autres pays - dont en particulier la France - beaucoup plus concernés par les contraintes européennes.

Ensuite, il faut constater que les médias et les hommes politiques, tous bords confondus, laissent entendre que les intérêts britanniques, banques, entreprises et populations, sont inexorablement mêlés et homogènes au regard du retrait britannique des instances européennes. Rien n'est plus faux, cette présentation s'apparente à une manoeuvre d'ordre psychologique afin de faire disparaître toute velléité d'analyse sérieuse de cette question dite du « /Brexit/ ». En réalité, il faut, afin d'établir les responsabilités des uns et des autres, distinguer clairement les causes des effets ainsi que les centres d'intérêts de chaque groupe en présence de ce qui s'apparente à un vaste « /jeu de dupes/ ».

Il y a, d'une part, le premier cercle de pouvoir, celui des institutions et des personnes qui résident à la City, auquel peuvent être adjointes certaines (la plupart des ?) multinationales, quelle que soit par ailleurs leur bannière, c'est-à-dire le pays dont elles sont fictivement ressortissantes. Il va de soi que ce groupe des multinationales apatrides ne comprend pas les multinationales dont la détention majoritaire appartient à un État. Ce groupe, historiquement installé à la City, est en réalité apatride/ ; il n'a que faire des instances européennes, à part pour les contrôler. Les entités, identifiées ou anonymes, appartenant à ce groupe sont les réels initiateurs du Brexit, non seulement elles n'en souffriront pas [2] mais seraient au contraire pénalisées de rester dans le carcan monétaire européen. La City sera en réalité la « /grande gagnante/ » du Brexit. [3]

Il y a, en second lieu, les entreprises, petites et moyennes, qui tissent ce que l'on a coutume de nommer l'économie d'un pays, britannique, en l'occurrence. Ces entreprises n'ont à l'évidence pas les mêmes intérêts que leurs congénères apatrides et sont beaucoup plus liées à leur marché national ainsi qu'au marché européen/ ; marché

européen qui risque, en effet, de devenir légèrement plus difficile d'accès pour elles. Toutefois, il faut garder à l'esprit que ces entreprises n'ont pas le monopole du commerce avec l'UE et que leurs débouchés naturels se trouvent également dans les anciennes dépendances britanniques, les pays du Commonwealth. En réalité, il n'y a guère que les sociétés de services qui risquent de souffrir effectivement du Brexit, ce qui réduit quand même assez drastiquement le champ des « /victimes/ » de la sortie de l'Angleterre des instances européennes.

Il y a, en troisième lieu, le peuple anglais dans son ensemble. Sans être parfaitement homogène, on peut néanmoins considérer que le peuple anglais a des attentes relativement cohérentes. Il veut, comme tous les peuples, un niveau de vie convenable, un prix des logements et de la vie en général modérés et, surtout en corrélation avec le niveau des revenus. Il est attentif au niveau du chômage, à celui de l'endettement ainsi qu'à celui des taux d'imposition. Le peuple est globalement démuné par rapport à la satisfaction de ses besoins primordiaux. Rien de ce qui lui importe ne dépend de lui, tout dépend du gouvernement et/ou des instances supranationales auxquelles son gouvernement adhère. L'Angleterre étant restée hors du champ de l'euro, le Brexit n'impactera que de façon subsidiaire, par effet secondaire, la valeur de la livre. S'agissant du taux de chômage, le Brexit ne devrait pas non plus avoir d'effet à long terme dans la mesure où l'Angleterre bénéficie d'ores et déjà d'un certain nombre de traités commerciaux bilatéraux avec d'autres pays du monde. Son secteur bancaire, réduit en Europe, se développera avec d'autres pays, en particulier en Asie... Le « /taux de chômage/ » est une « /donnée/ » [4] qui est et restera gérée par le ministère en partenariat avec la banque centrale anglaise, laquelle est connectée, via la [BRI](#), avec la très grande majorité des banques centrales du monde./Ici encore, le Brexit ne devrait pas avoir d'impact essentiel et vital.

Les plus malmenés par la sortie des instances européennes paraissent finalement être les étudiants qui se verront probablement, en cas d'absence d'accords de sortie avec l'UE, privés du programme [Erasmuss](#). Notons au passage, que ce ne seront pas les seuls étudiants britanniques qui « /subiront/ » cet effet négatif. En effet, les étudiants des 27 autres pays de l'Union européenne, se verront également interdire, ou rendre plus difficile, l'accès aux universités britanniques.

Apparaît ici un effet pervers car, à défaut d'accord avec les instances européennes, ces derniers seront, au moins temporairement, privés d'un « *soft power* » très important et efficace/ : celui consistant à former et déformer les jeunes esprits afin de leur faire endosser leurs propres intérêts catégoriels./Il en va notamment, bien que pas uniquement, ainsi de la fameuse [London School of Economics](#), mais aussi des universités, comme Cambridge et Oxford, qui enseignent le droit à la mode anglo-saxonne. Le Brexit fera donc - au passage - du point de vue du « *soft power* », des dommages collatéraux imprévus pour les globalistes de la City.

Deux précisions importantes doivent néanmoins être apportées. En réalité, au vu de l'importance du « *soft power* » anglais pour la réalisation du nouvel ordre mondial, unifié dans un futur gouvernement mondial, il est extrêmement douteux que cette « /arme contre les peuples/ » soit abandonnée par les élites oligarchiques au pouvoir. En réalité, le droit anglais tout comme les principes économiques et sociaux issus de la [London School of Economics](#) disposent maintenant, dans la totalité des pays de l'Union Européenne, de relais de dispersion au sein même des universités et des systèmes éducatifs nationaux qu'il faudra bientôt - c'est-à-dire lorsque le gouvernement mondial sera formalisé - désigner du terme de « /locaux/ ». Il ne faut donc pas surévaluer la problématique éducative en tant que « /sujet/ » à part entière du Brexit.

## Le contexte européen

Les institutions européennes, construites sur une longue durée et maintenant sur le point de devenir fédéralistes - faisant au passage disparaître toute entité politique nationale - sont d'une importance stratégique pour le futur gouvernement mondial. Ce gouvernement mondial ne pourra opérer qu'avec des relais locaux de pouvoir, sur le modèle des actuels préfectures françaises pour l'État français. Les institutions européennes joueront, précisément,

ce rôle primordial de relai de pouvoir pour le gouvernement mondial/ ; il est donc de première importance, pour les élites oligarchiques apatrides, que ces institutions ne se dissolvent pas. Or, de ce point de vue, le Brexit pourrait être considéré par certains États européens, en particulier par la France des « /gilets jaunes/ », comme un « /modèle à suivre/ ». Le grand risque pour les véritables dirigeants qui siègent à la City est que la France sorte à son tour des institutions européennes, faisant au passage éclater cette construction artificielle. Il est impératif, pour les objectifs globalistes, d'éviter toute évasion du carcan européen. Ce dernier, quoique sous domination étasunienne, a été et reste l'une des plus belles réalisations du futur gouvernement mondial. Il ne faut plus en réalité que parfaire l'intégration fédéraliste et la disparition corrélative des entités étatiques pour que les instances européennes fonctionnent comme le premier pilier de relai géographique du futur gouvernement mondial.

C'est précisément la raison pour laquelle le Brexit est présenté, par tous les médias (dominants et alternatifs), comme une véritable catastrophe économique et sociale de nature planétaire. La conservation et la pérennisation de cette narration officielle est de la plus haute importance pour les instances dirigeantes à l'origine même du Brexit.

La seconde manipulation médiatico-politique autour du Brexit consiste à mettre, artificiellement au centre des débats, le questionnement, réellement accessoire, selon lequel les anglais sortiront de l'Union Européenne avec ou sans accord (le « /no-deal/ » en langage globaliste). Ainsi, au lieu de débattre du fait de savoir si le Brexit doit ou non avoir lieu, les débats deviennent « /l'Angleterre sortira-t-elle des instances européennes avec ou sans accord mutuel/ ». La manipulation est grossière mais néanmoins efficace/ !

Notons que le gouvernement « par l'erreur, pour l'erreur, et par la terreur » est la méthode privilégiée, de tout temps, par les banquiers-commerçants dans leur volonté de domination mondiale.

## Le contexte français

Du point de vue des oligarques mondiaux apatrides siégeant à la City, le Brexit ne doit surtout pas générer la sortie de la France des institutions européennes ; la France devra donc disparaître, de façon à lui interdire définitivement toute velléité d'indépendance. Il s'agit ici du dernier acte de la pièce de théâtre, sous forme de jeu de rôle, qui a débuté avec la signature du Traité de Rome et de la CECA.

C'est dans le contexte de la nécessité globaliste du resserrement de l'intégration européenne fédéraliste et, plus précisément, pour empêcher la France de sortir de la construction européenne, que s'inscrit le futur traité dit « /d'Aix la Chapelle/ » que s'apprêtent à signer, dans la salle du couronnement [\[5\]](#), le 22 janvier prochain, Emmanuel Macron et Angela Merkel. Notons que ces deux dirigeants se permettent de signer un traité d'importance constitutionnelle, sans en référer à leurs peuples respectifs et alors même qu'ils sont, tous les deux, en sérieuse perte de légitimité politique. La vérité est que ces prétendus dirigeants ne dirigent rien/ : ils sont de simples courroies de transmission des véritables dirigeants anonymes, les banquiers-commerçants qui siègent à la City de Londres. Ainsi, ce traité ne sera ni français, ni allemand/ ; il sera la manifestation juridique de la domination politique, dans ces deux ex-pays, des banquiers-commerçants.

Les signataires dudit traité étant dépourvus de toute légitimité politique, ce Traité n'a, de facto, aucune existence réelle, aussi bien en droit national qu'en droit international.

Techniquement, ce traité scélérat institue de nombreuses modifications institutionnelles, qui vont toutes dans le sens de la disparition politique de la France/ :

- 1°) La transformation des régions de l'Est de la France en « /euro-régions/ » franco-germaniques, avec

bilinguisme obligatoire/ ;

- **2°)** La création d'un gouvernement bipartite franco-allemand/ ;
- **3°)** L'abandon par la France de son siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, lequel sera de facto sous contrôle allemand/ ;
- **4°)** La mise à disposition des forces de l'ordre allemandes pour régler des conflits intérieurs français/ ;
- **5°)** L'unification législative du « /droit des affaires/ » entre la France et l'Allemagne, avec la précision que ce fameux « /droit des affaires/ » n'est pas fait sur le modèle du droit continental, traditionnel à ces deux pays, mais sur le modèle anglais, lequel sert beaucoup mieux les intérêts dominants de la City.

Chacun doit en outre se souvenir qu'Aix la Chapelle était le centre du pouvoir de l'empire carolingien de Charlemagne. Cet empire du Moyen-Âge servira de tremplin symbolique vers l'empire ultime, celui de la domination politique mondiale de la caste des banquiers-commerçants.

## Le contexte US

Les personnalités étasuniennes qui ont fait leur fortune - en pactisant au départ (à la fin XIXème et au début XXème siècle) avec les banques de la City - sur le développement de l'empire étasunien sont elles-mêmes divisées.

D'un côté, il y a les plus riches et les plus connus d'entre eux, telle la famille Rockefeller, qui ont pris définitivement parti pour les banques de la City, contre l'intérêt bien compris de leur propre pays. Ces gens-là se rangent du côté du Brexit, de l'abandon du dollar comme monnaie mondiale, et de l'abandon de l'empire étasunien et de l'avènement du futur gouvernement mondial.

D'un autre côté, il y a les patriotes étasuniens, qui ont sincèrement crus à la « destinée manifeste » des États-Unis, et qui sont, et restent, collectivement attachés à l'intérêt bien compris de l'Empire étasunien.

L'essentiel des avantages compétitifs des États-Unis provient de sa prébende en tant que titulaire et émetteur de la monnaie mondiale. Il est donc de la première importance, pour la préservation de l'empire étasunien, que le dollar reste la monnaie de référence mondiale. Cette partie de l'élite étasunienne est une fervente combattante du Brexit/ ; elle combat également l'évolution des institutions européennes qui fera perdre aux États-Unis leur prééminence dans la gestion de cette entité politique artificielle. Les armes anglaises de cette « /oligarchie patriote étasunien » sont la partie des élites politiques britanniques en place qui restent sous leur joug, essentiellement pour des raisons de corruption/ ; ils peuvent également utiliser à leur avantage, pour mettre en avant les avantages du Brexit vis-à-vis des autres pays européens, une certaine élite britannique qui se dit indépendante (jouant en réalité le rôle d'idiots utiles de la City) qui croit pouvoir tirer son épingle du jeu en sortant de l'UE tout en restant sous le joug d'airain de la City.

Cette « /oligarchie étasunienne patriote/ » est, sans aucun doute possible, « /prête à tout/ » pour faire exploser les institutions européennes - pourtant leur propre créature - plutôt que d'en laisser les avantages institutionnels aux dirigeants de la City. Cette élite étasunienne patriote, celle qui reste attachée aux effets de l'empire étasunienne, dispose encore - pour des raisons de corruption physique, financière ou morale - de très sérieux relais d'influence politique et militaire en Europe/ ; elle fera tout pour s'opposer à ce que l'Europe se fédéralise davantage au profit de leurs ennemis de la City.

Ces deux clans oligarchiques étasunienne se livrent actuellement, sur le dos des institutions européennes et du Brexit, une guerre à mort, laquelle a de multiples répercussions dans le monde entier. Cette guerre sournoise entre deux clans étasunienne, explique, en partie, les mesures et contre-mesures annoncées et non tenues ou non annoncées et tenues par le gouvernement étasunien. Ainsi en est-il de l'annulation du traité avec l'Iran, du retrait des troupes étasuniennes de Syrie...

Remarquons au passage qu'en hâtant l'effondrement de l'empire étasunien, le président Trump agit comme un allié objectif des intérêts globalistes de la City dont le seul objectif est l'avènement d'un gouvernement mondial. [6]. Car précisément, le gouvernement mondial ne pourra voir le jour que sous les décombres des États, tout empires soient-ils.

D'un point de vue géopolitique, tant stratégique que tactique, le clan étasunien qui fait corps avec la volonté de la City est objectivement plus à même de l'emporter que le camp des « /patriotes/ ». Essentiellement pour la raison que, conformément à leur habitude multiséculaire, les banquiers agissent de façon sournoise en laissant croire aux ennemis de leur ennemi conjoncturel (l'actuel empire étasunien) qu'ils sont dans le même camp du « /bien/ », contre toute volonté impérialiste propre. La plupart des pays du monde sont aujourd'hui ralliés à la cause, présentée comme « /non impérialiste/ », de la disparition du dollar en tant que monnaie mondiale et de celle de la prééminence militaire et civilisationnelle des États-Unis.

Cette présentation des choses est fallacieuse et fausse car la véritable volonté impérialiste émane historiquement, depuis l'époque des grandes découvertes, de la seule City. La seule réelle volonté impérialiste, celle qui a créé les pires impérialismes modernes, est celle des entités qui dirigent la City of London. Si l'empire étasunien est actuellement dans sa ligne de mire, cet ennemi n'est qu'un ennemi conjoncturel, désigné par les circonstances/ : leurs véritables ennemis sont toutes les entités politiques autonomes (c'est-à-dire les États indépendants, quelle que soit leur taille), qui devront tous, les uns après les autres, disparaître pour laisser la place au gouvernement mondial qu'ils ambitionnent d'instaurer.

## Le contexte international/ : la lutte de la City contre l'empire étasunien et pour le pouvoir mondial

En réalité, ce qui se joue actuellement dans les coulisses du Brexit est une lutte à mort des banques de la City contre ce qui reste de l'empire étasunien. Car, les institutions européennes et leur succédané qu'est l'OTAN/NATO, ne sont, par construction et depuis le début, qu'un dominion de l'empire étasunien, une colonie non avouée mais très dévouée à la cause de son maître.

Ainsi, outre sa valeur symbolique, s'extraire des instances européennes signifie, pour l'Angleterre, en particulier pour la City, sortir de la domination monétaire étasunienne afin de retrouver sa plénitude de compétence monétaire et financière.

C'est d'ailleurs dans ce cadre précis que s'est inscrite, en son temps, la déchéance de Dominique Strauss Kahn, ancien dirigeant du FMI. Ce dernier tentait d'imposer les Droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI [7] comme monnaie mondiale en remplacement du dollar. Pour cela, il avait manœuvré pour faire entrer, via l'or, les avoirs et les relations de l'ancien dirigeant Libyen **Mouammar Kadhafi**, une partie du continent africain dans des liens monétaires semblables à ceux de l'euro - le fameux « /dinar-or africain/ » ; la nouvelle monnaie en préparation ayant vocation à intégrer le panier de monnaies que sont les DTS du FMI [8]. Or, les dirigeants « /patriotes/ » étasuniens avaient compris que cette stratégie était directement opposée à la pérennité de la devise étasunienne en tant que monnaie mondiale. Ils se sont donc opposés à cette stratégie en éliminant politiquement la personnalité du FMI (DSK) qui

l'incarnait.

# Conclusion/ : l'épée de Damoclès de la City/ ; les États indépendants en danger de mort

D'un point de vue géopolitique, les dirigeants de tous les pays du monde, autant ceux de la Russie que ceux de la Chine, doivent être mis en garde/ : le gouvernement mondial en cours d'élaboration et tel qu'initié par les banquiers n'a réellement que faire des États, lesquels sont en réalité ses pires ennemis. L'Empire étasunien n'est, pour lui, qu'un ennemi conjoncturel, en aucun cas son véritable ennemi, qui, répétons-le est « /tous les États indépendants du monde/ ». Le gouvernement mondial sous domination des banquiers de la City ne pourra se construire que sur les décombres des entités politiques autonomes/ : États, États-nations ou empires.

Les États qui continueront à être dupes des banquiers sont d'ores et déjà leurs futures victimes désignées. Les victimes impériales des banquiers de la City sont d'ores et déjà déjà innombrables - Empire napoléonien, empire d'Europe central, empire britannique - il reste à y ajouter, l'empire étasunien, dont le déclin est maintenant inéluctable, et tous ses potentiels candidats successeurs, en particulier les actuelles Russie et surtout Chine.

Autrement dit, tant que les banquiers siégeant à la City de Londres continueront à organiser les règles du jeu mondial, ils resteront les seuls bénéficiaires des mouvements géopolitiques de tectoniques des plaques politiques.

### Valérie Bugault

[Valérie Bugault](#) est Docteur en droit, ancienne avocate fiscaliste, analyste de géopolitique juridique et économique

[Le Shaker Fr.](#) Paris Le 16 janvier 2019

*Post-scriptum :*

*Cet article fait suite, et complète, l'interview de l'auteur par le journal du matin de RT le mercredi 16 janvier 2019.*

---

[1] Voir par exemple/ : [Un milliardaire britannique pro-Brexit s'expatrie à Monaco et crée l'indignation](#) ; [Ces milliardaires pro-Brexit qui tournent le dos au Royaume-Uni](#)

[2] Cf. [Ces milliardaires pro-Brexit qui tournent le dos au Royaume-Uni](#)

[3] Cf. « [Le Brexit va permettre au Royaume-Uni de décupler ses atouts](#) »

[4] Voir à ce propos le [NAIRU](#)

[5] Cf. [Signature d'un nouveau traité de coopération et d'intégration franco-allemand](#) ; [Texte intégral et analyse du Traité franco-allemand d'Aix-La-Chapelle qui sera signé le 22 janvier 2019](#)

[6] Sur cette question/ : lire, notamment, le dernier article de l'étasunien Brandon Smith/ : [Trump joue de la flûte enchantée pour l'agenda du](#)

[Nouvel ordre mondial](#)

[7] Cf. [Droits de tirage spéciaux](#)

[8] Cf. [La création d'une monnaie africaine, « le dinar-or », au coeur du sacrifice de DSK et Kadhafi : FMI](#)